NOTE DE CONJONCTURE

N°21 – OCTOBRE 2018

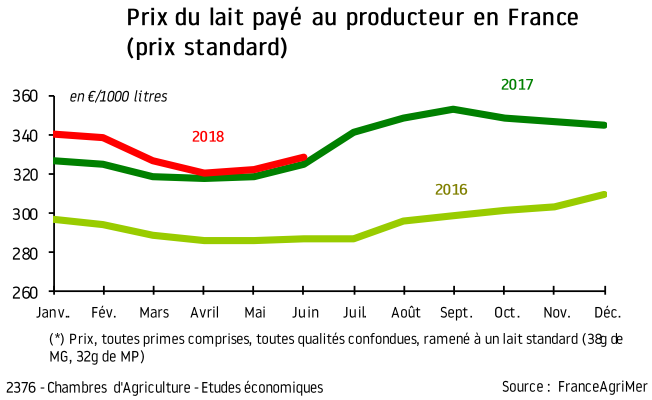
PRODUITS LAITIERS

UNE FIN D'ANNÉE PEU ENCOURAGEANTE POUR 2019

La conjoncture laitière semble être dans un cycle de ralentissement. Alors que le premier semestre affichait un dynamisme certain dans les principaux bassins de production, le prolongement de l'épisode de sécheresse a amputé le potentiel productif des bassins de productions laitiers. Dans le même temps, la relance des échanges internationaux de produits laitiers n'apporte qu'un soutien modéré aux producteurs, dont les prix de rémunération sont encore bien insuffisants. La crise de ces quatre dernières années n'est pas encore si éloignée que l'on ne le pense.

FRANCE

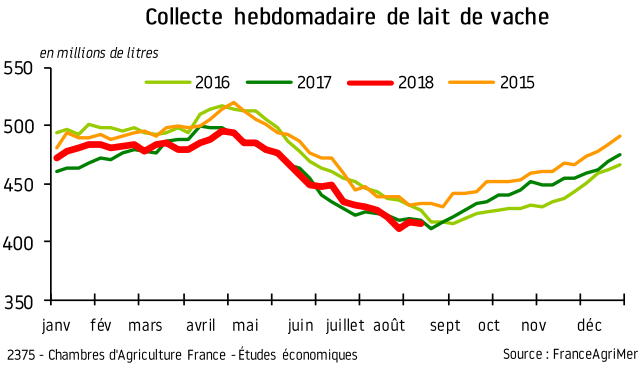
LE PRIX DU LAIT NE DÉCOLLE PAS



En juillet 2018, le prix du lait standard, tous laits confondus s'élève à 343 €/1000 litres, soit 1,5 €/1000 litres de plus qu'en 2017. Depuis le début du printemps, la courbe 2018 a rejoint progressivement celle de l'année passée. Le prix du lait standard biologique se situe en juillet à 463 €/1000 litres, soit 1,3 € /1000 litres au-dessus de celui de 2017. En prix réel mensuel, les prix du lait conventionnel et du lait biologique sont repassés en dessous de 2017 depuis avril.

Contact : Bruno BOSCHIERO (CA Meuse)

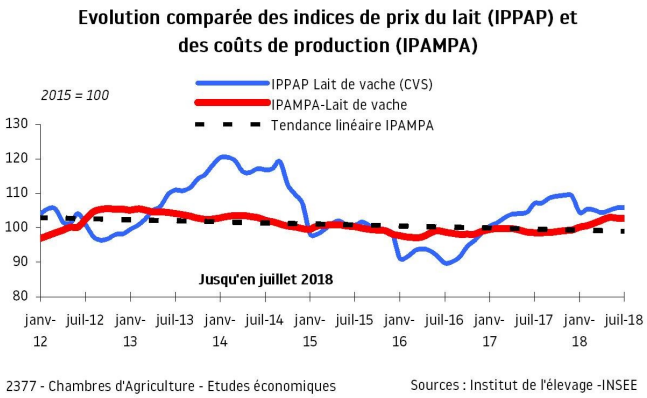
TRÈS LÉGÈRE HAUSSE DE LA COLLECTE



En août, la collecte de lait de vache conventionnel est en recul de 1,1 % par rapport à l'an passé. Sur les 7 premiers mois de l'année, la collecte française est en très légère hausse (+ 0,4 %) par rapport à 2017 mais en net recul par rapport aux mêmes périodes de 2016 et 2015 (- 4 %). La collecte est stable dans le Grand-Ouest, elle est en baisse dans le Sud-Ouest et en Charente-Poitou (respectivement -3,5 % et -1,3%). C'est le bassin Grand-Est qui enregistre la plus forte hausse de la collecte avec + 5,1 % en cumul annuel 2018.

Contact : Bruno BOSCHIERO (CA Meuse)

HAUSSE DES CHARGES EN 2018



La courbe d'évolution des coûts de production (IPAMPA Lait de vache) est en hausse en 2018 avec une augmentation sensible du poste « énergie et lubrifiants » (indice 112.3) et du poste « produits et services vétérinaires » (indice 106.4). Le poste « engrais et amendements » est en baisse (indice 87.8). A noter l'augmentation de l'indice des biens et services d'investissement (105.6). Les indices de prix d'achat des moyens de production agricoles sont diffusés en base 100 en 2015 à compter de la publication qui intègre les indices de février 2018.

Contact : Bruno BOSCHIERO (CA Meuse)

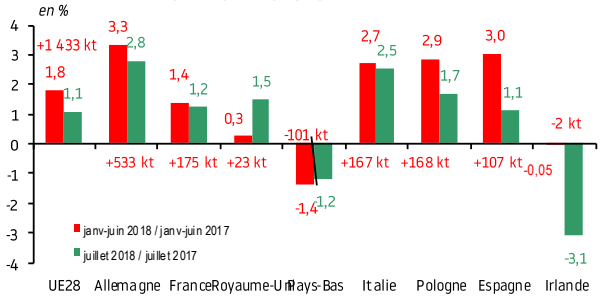
CROISSANCE MARQUÉE DE LA COLLECTE UE AU 1ER SEMESTRE 2018

Avec une hausse de 1,8 % par rapport à l'an dernier, la collecte européenne du 1er semestre 2018 dépasse les prévisions. L'Allemagne est la plus importante contributrice à cette progression, devant la France, puis la Pologne et l'Italie.

A l'inverse la production recule aux Pays-Bas en lien avec la mise en œuvre de la directive phosphore qui conduit les éleveurs à réduire leur cheptel laitier.

L'enquête cheptel de mai-juin 2018 met en évidence une baisse de 4 % de leurs effectifs de vaches laitières par rapport à 2017. Cet été, la sécheresse qui frappe les pays du nord de l'Europe se traduit par un ralentissement de la croissance des livraisons.

Evolution de la collecte de lait
des 8 principaux pays producteurs de l'UE



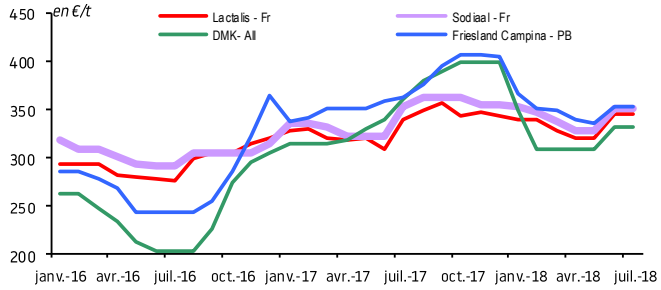
2380 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques Source : Observatoire européen du lait

Conséquence également de la sécheresse, un manque de disponibilités en fourrages pourrait pénaliser la production de lait dans certaines régions européennes cet hiver.

Contact : Maud MARGUET (CA Bretagne)

DES PRIX DU LAIT SOUS LEUR NIVEAU DE 2017

Prix du lait pratiqués
par quelques transformateurs européens



2379 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques Source : LTO

Le prix européen moyen pondéré par la production s'établit à 334 € / 1 000 litres au 1er semestre 2018, à peine 1 % au-dessus de son niveau de l'an dernier. Depuis, les statistiques provisoires pour juillet-août font état d'un recul du prix du lait sous son niveau de 2017. Les experts s'attendaient pourtant à un prix plus favorable cette année, compte tenu notamment de l'assainissement espéré du marché de la poudre de lait écrémé.

Effectivement, les volumes stockés à l'intervention sont progressivement écoulés mais les cours de la poudre peinent à se redresser. Globalement les prix de l'ensemble des fabrications européennes se situent sous leur niveau de 2017 ce qui pèse à la baisse sur les prix européens du lait.

Contact : Maud MARGUET (CA Bretagne)

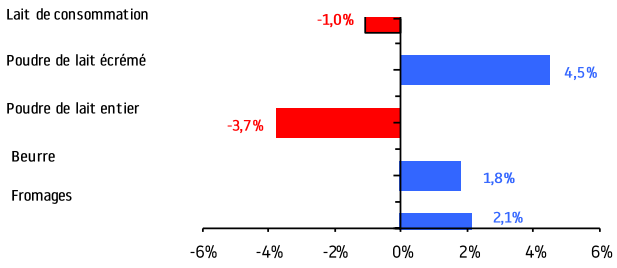
RELANCE DES FABRICATIONS DE POUDRE DE LAIT ÉCRÉMÉ

Les fabrications de poudre de lait écrémé sont reparties en nette hausse sur les sept premiers mois de 2018, après un recul en 2017. La demande à l'exportation manque pourtant de vigueur, faute de compétitivité sur le marché mondial... bien que le prix moyen européen se situe sous le niveau du prix d'intervention (1 698 €/tonne). Le volume stocké à l'intervention s'allège peu à peu : plus de 141 ktonnes ont été vendues de janvier à mi-septembre. La production de beurre, co-produit de la poudre maigre, progresse moins fortement. La demande intérieure est soutenue, les prix européens du beurre sont donc relativement élevés et limitent les exportations.

Les fabrications de poudre de lait entier accusent un net retrait en comparaison à leur niveau record en 2017, tandis que les exportations baissent fortement (-13 % sur les sept premiers mois de 2018). Du côté des fromages, les fabrications sont dynamiques et les ventes à l'exportation se maintiennent.

Évolution des fabrications de produits laitiers dans l'UE

Evolution entre les cumuls janvier-juillet 2018 et janvier-juillet 2017



2388 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques Source : Observatoire européen du lait

Contact : Maud MARGUET (CA Bretagne)

UNE HAUSSE DE LA PRODUCTION MONDIALE CONTRARIÉE ?

La collecte européenne a été la plus haute de ces 4 dernières années sur la période mars-juillet, ce qui devrait se traduire par une progression sur l'année de 1,4 % par rapport à 2017 avec un bilan de 155,6 millions de tonnes. Cependant, l'intensité de la sécheresse estivale devrait réduire le potentiel productif du bassin européen pour le 4ème trimestre. La situation est similaire en Australie, de nouveaux épisodes de fortes chaleurs ayant durement affecté la productivité des élevages. Les perspectives de collecte aux USA sont contrariées à cause de la dégradation de la marge alimentaire (de 222 $/tonne mi-2017 à 155 $/tonne sur l'année 2018). Cette érosion provient d'un effet de ciseau négatif avec la hausse du coût de l'alimentation et la baisse générale du prix du lait, ce qui devrait entraîner prochainement une décapitalisation dans les élevages américains. Si la Nouvelle-Zélande connaît un bond de +4 % par rapport au 3ème trimestre 2017 grâce à un hiver austral clément, la hausse sur l'année 2018 devrait rester modeste (+1 %). Seul l'Argentine apparaît à contre-courant de ces tendances dans un contexte macroéconomique atypique. La forte inflation dans le pays permet de tirer les prix du lait à la hausse, qui ont gagné 25 % en 6 mois. Mais à terme, elle pourrait pénaliser les éleveurs argentins avec le renchérissement des coûts de production.

Tableau 1 - Production de lait de vache dans les principaux pays exportateurs mondiaux en millions de tonnes

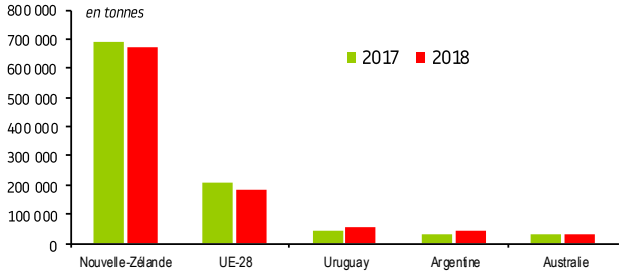
Pays	2016	2017	2018 (prév.)	Evolution 2016/2017 (%)	Evolution 2017/2018 (%)
UE-28	151	153,4	155,6	1,6%	1,4%
Etats-Unis	96,3	97,8	98,8	1,6%	1%
Nouvelle-Zélande	21,2	21,5	21,7	1,4%	0,9%
Argentine	10,2	10,1	10,8	-1%	6,9%
Australie	9,5	9,5	9,7	0%	2,1%

Source : USDA

Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

LE MARCHÉ MONDIAL DES PRODUITS LAITIERS AU RALENTI

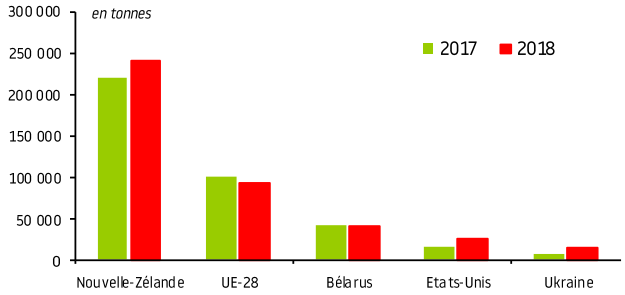
Exportations de lait en poudre grasse (cumul janvier-juin)



2382 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

Source : Commission Européenne et DG-Agri

Exportations de beurre (cumul janvier-juin)



2382 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

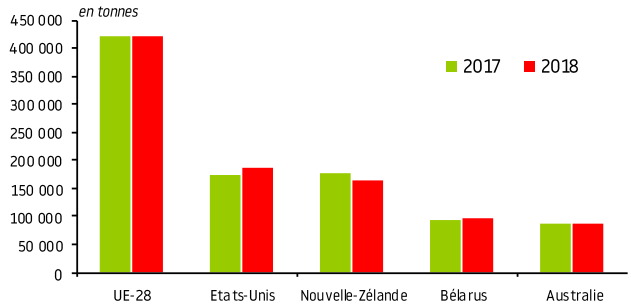
Source : Commission Européenne et DG-Agri

L'exportation apparaît pour le moment comme la bouée secours pour la poudre de lait européenne. En effet, les exportations de poudre européenne se sont accrues de 36 % entre 2016 et 2017, se hissant à un niveau proche de 780 000 tonnes. Or, ces exportations record ne suffisent pas à désengorger les stocks communautaires de poudre. Un ralentissement de la demande étrangère risquerait donc de déséquilibrer la filière européenne, malgré la forte demande mondiale sur les matières grasses comme les fromages.

Les exportations européennes sur ce dernier produit ont d'ailleurs aussi progressé (+4 % en un an), confortant la place de leader des pays de l'Union sur ce segment. La Nouvelle-Zélande apparaît en retrait dans ces échanges mondiaux, la réduction de la collecte fin 2017 ayant amputé les capacités exportatrices du pays.

Enfin, la pénurie de beurre qui a marqué l'année 2017 s'est aussi ressentie sur les marchés mondiaux, puisqu'à l'exception des Etats-Unis, l'ensemble des pays exportateurs de beurre ont significativement réduit leurs expéditions pour couvrir leur marché intérieur (-13 % pour la Nouvelle-Zélande, -18 % pour les pays de l'UE et jusqu'à -46 % pour l'Australie).

Exportations de fromages (cumul janvier-juin)

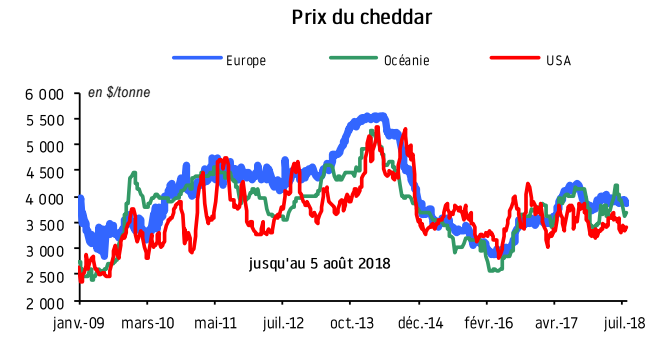


2382 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

Source : Commission Européenne et DG-

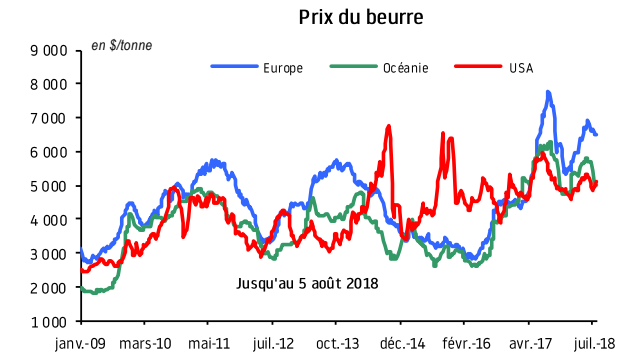
Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

PRIX DES PRODUITS LAITIERS : PEU DE DYNAMISME



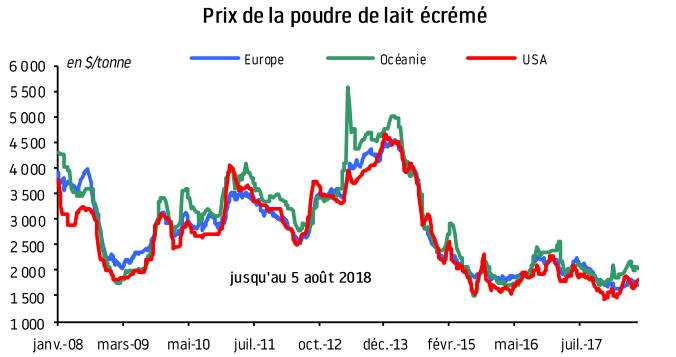
2385 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

Sources : Commission européenne, USDA (Market news)



2383 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

Sources : Commission européenne - USDA (Market news)



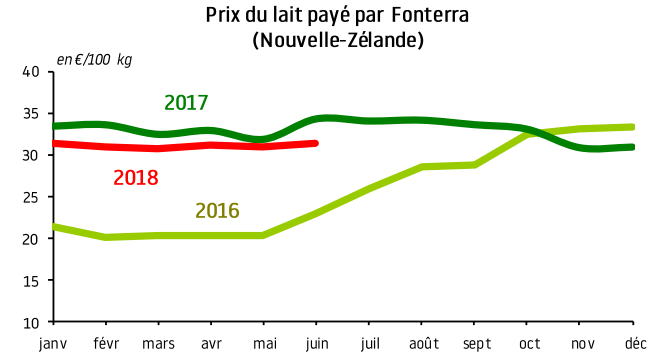
2384 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

Sources : Commission européenne

Le prix des produits laitiers dans le monde peine encore à monter, malgré la bonne orientation de certaines protéines laitières. La réduction des stocks de poudre à l'intervention de l'Union européenne, sous la barre symbolique des 300 000 tonnes, a permis de légèrement soutenir les cours européens mais reste sous le prix d'intervention fixé à 1698 €/tonne. La robustesse de la demande sur les fromages profite à l'ensemble des pays exportateurs, et les cotations du beurre restent à des niveaux élevés, caractérisées toutefois par une forte volatilité.

Contact : **Quentin MATHIEU**

PRIX DU LAIT MONDIAL : DES INCERTITUDES ET UN RETOURNEMENT FUTUR ?



2381 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

Source : DairyCo, LTO

Les 6 premiers mois de l'année 2018 ont montré peu de signes positifs pour les producteurs néo-zélandais. Si le prix payé aux producteurs s'est stabilisé aux alentours de 331 €/tonne, les dernières enchères sur la plateforme d'enchères Global Dairy Trade (GDT) indiquent une érosion des transactions avec les clients de la Nouvelle-Zélande. Au 18 septembre 2018, le *GDT price index* s'affichait à 916 points, soit une décote de 149 points en 4 mois. L'annonce par Fonterra de pertes financières chiffrées à 110,3 millions d'€ sur l'exercice achevé en juillet pour la campagne 2017/2018, une première depuis sa création en 2001, ne prête guère à l'optimisme.

Contact : **Quentin MATHIEU**

FRANCE—PRODUITS LAITIERS

DES FABRICATIONS DYNAMIQUES AU PREMIER SEMESTRE

Cumulées sur les 7 premiers mois de l'année, les fabrications des produits laitiers évoluent de façon contrastée avec les deux productions en hausse : la crème conditionnée (+ 1.4 %) et le beurre (+4 %), dont le prix reste à un niveau élevé.

Les autres fabrications sont orientées à la baisse : une baisse légère pour les laits conditionnés (-1%), les yaourts et desserts lactés (-1.4 %) et les fromages et spécialités (- 0.7%) - une baisse beaucoup plus marquée pour la poudre de lait (-7.2%), le conditionnement de poudres de lait (-12.1%) et la poudre de lactosérum (-8.5%).

Contact : **Bruno BOSCHIERO (CA Meuse)**

Tableau 2 - **Fabrications françaises de produits laitiers à partir de lait de vache**

	juil-18			Cumul année 7 mois	
	quantités (1000 tonnes)	évolution M/M-1 (%)	évolution / mois N / N - 1 (%)	quantités (1000 tonnes)	Evolution annuelle (%)
Lait conditionné	251 290	2,70%	5,60%	1 881 487	-1,00%
Beurre	28 791	-9,80%	1,10%	259 465	4,00%
Poudres de Lait	36 695	-4,50%	-5,10%	306 215	-7,20%
Fromages et spécialités fromagères	138 174	0,50%	5,00%	992 060	-0,70%
Crème	36 196	-7,70%	10,30%	266 350	1,40%

Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière / SSP

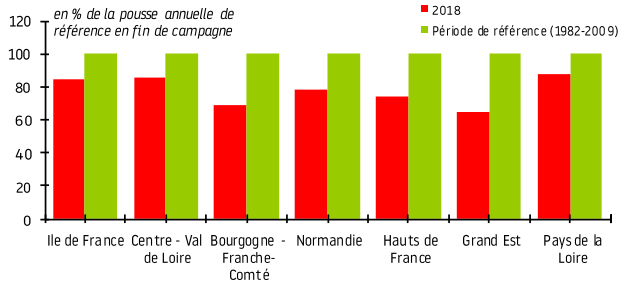
SÉCHERESSE ET ASSURANCE PRAIRIES, UN ENJEU ÉCONOMIQUE PLUS LARGE

2018 est une année particulièrement atypique pour la gestion des fourrages en France. La forte pluviométrie au printemps et la sécheresse estivale prolongée jusqu'au mois d'octobre ont grandement perturbé la pousse de l'herbe et la constitution des stocks de fourrages. Les inquiétudes sont légion à l'approche de l'hiver pour l'ensemble des éleveurs laitiers, mais cet épisode a le mérite de mettre en lumière tous les enjeux liés à la gestion des risques et à l'orientation des politiques publiques.

UNE PRODUCTION FOURRAGÈRE AMPUTÉE

Premier constat, le bilan de la pousse des prairies fin octobre 2018 révèle des chiffres des plus alarmants. Selon Agreste, par rapport à la période de référence 1982-2009, la pousse de l'herbe est en recul de 23 % en moyenne sur tout l'hexagone. Cette baisse est d'autant plus marquée dans les bassins de production de l'Est où les pertes s'élèvent à plus de 30 % comme en Bourgogne-Franche-Comté ou la région Grand-Est (graphiques).

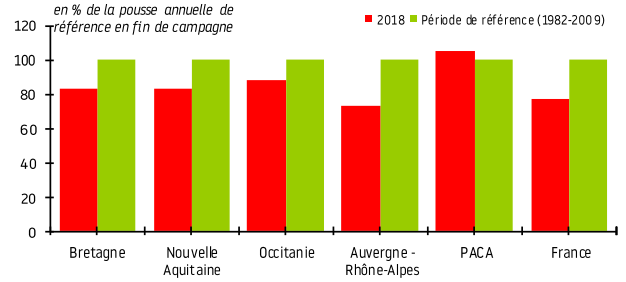
Avancée de la pousse d'herbe cumulée au 20 octobre 2018 dans les prairies permanentes



2492 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

source : Agreste Infos Rapides n° 2018-164

Avancée de la pousse d'herbe cumulée au 20 octobre 2018 dans les prairies permanentes



2492 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

source : Agreste Infos Rapides n° 2018-164

Pour les systèmes d'élevage les plus dépendants au pâturage, la gestion économique d'un tel aléa se révèle des plus complexes. Le respect des cahiers des charges pour les éleveurs engagés dans des démarches de qualité spécifique (nombre de jours pâturés), en agriculture biologique ou en production sous appellation (AOP ou AOC) risque d'être compromis, et d'impacter les niveaux de rémunération à venir pour la fin de campagne.

Pour l'ensemble des systèmes d'élevage, l'enjeu se situe également dans les économies d'aliments à faire en matière de gestion du bétail. A court-moyen terme, certaines solutions peuvent être trouvées en anticipant la vente des réformes dans le but de concentrer la ressource alimentaire en faveur des animaux les plus productifs, et/ou en calibrant les vêlages afin d'assurer un renouvellement du troupeau qui garantirait un potentiel de production satisfaisant. Mais ces solutions ne sont que temporaires face à des événements climatiques qui devraient non seulement se répéter, mais également s'amplifier dans les années à venir.

L'ASSURANCE PRAIRIES, UN OUTIL EFFICACE ?

Face à la répétition à venir de tels événements, l'assurance prairies semble assez séduisante sur le papier pour élargir le panel de solutions économiques offert aux éleveurs. Le niveau d'indemnisation dépend du niveau de perte d'herbe par rapport à la moyenne olympique des performances productives de la prairie, mesurées grâce à des relevés de données satellitaires. Mais le faible succès de ces assurances soulève de nombreuses interrogations.

Depuis 2016, année de lancement de ce programme d'assurance, le nombre de souscriptions tous assureurs a difficilement franchi la barre des 1000 contrats. Deux raisons expliquent ces chiffres très décevants. Les modalités de calculs de l'indice de biomasse, servant au calcul de perte d'herbe, ont plusieurs fois été revues car aboutissant parfois à des résultats aberrants. Ensuite, malgré le faible coût de ces assurances (de 8 à 15 €/ha après subventions selon le capital assuré et la zone géographique), celles-ci sont davantage considérées comme une charge pour les éleveurs qu'un outil de sécurisation pour leur revenu. Une attitude d'autant plus normale quand les trésoreries restent exsangues après quatre années de crise généralisée dans la filière laitière, et qu'au même moment la plupart des postes de coûts de production repartent à la hausse en 2018 (énergie, céréales).

Deux autres critiques sous l'angle économique peuvent aussi être adressées à ce système d'assurance. Elles concernent en premier lieu le caractère pro-cyclique des souscriptions au contrat d'assurance, dans le sens où les agents tendent à souscrire à des assurances après un aléa économique d'ampleur suffisante. Sauf que le mal est en quelque sorte déjà fait, puisque l'aléa a alors déjà eu raison des agents économiques les moins performants et/ou les moins résilients, et donc de ceux qui avaient le plus besoin de ces mécanismes de couverture. Ceci amène donc à une seconde critique qui implique que seuls les agents économiques les plus performants peuvent se permettre de souscrire à des contrats assurance alors que, paradoxalement, ce sont les agents qui en auraient le moins besoin au regard de leur revenu et de leur efficacité économique.

L'ÉCHEC DE LA SUBSTITUTION DU PRIVÉ AUX POUVOIRS PUBLICS

Cette situation révèle de façon plus globale l'abandon de la gestion des marchés agricoles par l'Etat au profit d'instruments de régulation privée qui peinent encore à démontrer une réelle efficacité. Bien entendu, ces outils peuvent se révéler davantage efficaces s'ils sont accompagnés par une politique publique incitative. En l'occurrence, malgré le fait que ces contrats d'assurance soient en partie subventionnés (dans le cadre du second pilier de la PAC), leur échec démontre l'inefficacité des outils de gestion privée à soutenir seuls le revenu des éleveurs laitiers, et des agriculteurs en général. Alors que l'avenir de la PAC apparaît toujours plus compromis au gré des réformes, certaines voix appellent désormais à un retour aux anciens mécanismes de la PAC face à l'ouverture tous azimuts des vannes du libéralisme opérée par la Commission Européenne. Un débat perdu d'avance ?

Contacts : **Marine RAFFRAY et Quentin MATHIEU (APCA)**

LA CONSOMMATION DE PRODUITS LAITIERS BIOS EN PROGRESSION

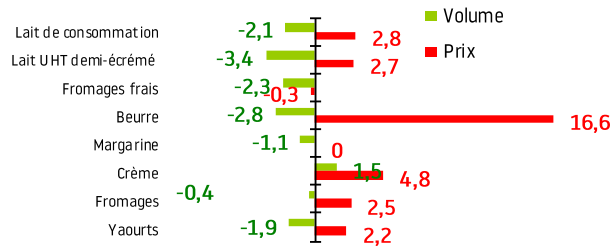
La collecte de lait biologique est en constante progression. Depuis le 4ème trimestre 2017, de nouveaux producteurs de lait de vache biologique intègrent les effectifs de cette filière. En effet, de 2 400 livreurs de lait bio en septembre 2017, on compte désormais 3 000 livreurs en avril 2018. Cette hausse de la collecte annuelle depuis août 2017 a permis de développer l'ensemble des fabrications de produits laitiers biologiques, notamment les fromages (25,9 %), le beurre (24,3 %), la crème (22 %), les yaourts (15,3 %) et les fromages frais (11,3 %).

La demande des ménages français pour les produits bio est dynamique, contrairement à celle des produits laitiers qui elle, est en baisse comme le lait UHT demi-écrémé (-3,4 %) suivi du beurre (-2,8 %) avec des prix en hausse. Le critère prime avant tout dans la décision d'achat des consommateurs.

Evolution des achats de produits laitiers par les ménages

(Cumul annuel mobile 52 semaines se terminant le 5/08/2018)

Evolution A-1 en %



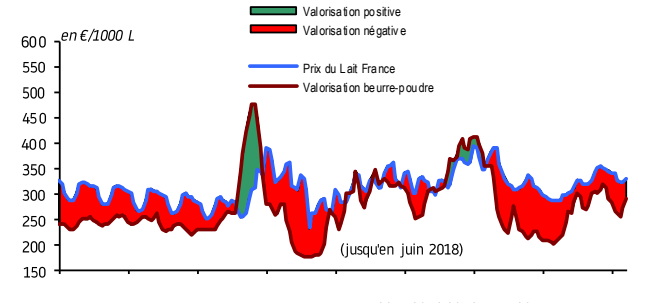
Source : FranceAgriMer, d'après le panel Kantar Worldpanel

2220 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

Contact : **Chantal ROVELLI (APCA)**

VALORISATION BEURRE-POUDRE NÉGATIVE

Valorisation du couple beurre-poudre pour la laiterie France



2390 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

Sources : ATLA, FranceAgriMer

La valorisation beurre-poudre a connu un léger rebond au mois de juin par rapport au prix du lait*.
Le niveau de valorisation reste négatif et inférieur au niveau d'avant crise, et pourrait connaître une nouvelle dégradation une fois que les données estivales seront intégrées.

*prix toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG, 32g de MP).

Contact : **Quentin MATHIEU (APCA)**

COMMERCE EXTÉRIEUR : REDRESSEMENT DE L'EXCÉDENT EN 2017

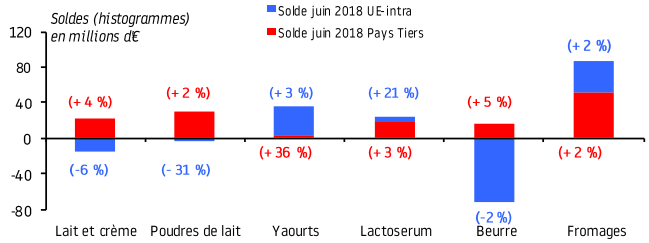
Les exportations de produits laitiers semblent se redresser de façon significative depuis un an.

Ce redressement est surtout imputable aux exportations sur les pays tiers. Tous les produits laitiers ont opéré une percée sur ces marchés tiers, avec toutefois des contrastes. Le regain des ventes de yaourts a permis une hausse de l'excédent commercial de +36%.

En revanche, sur l'Union européenne, on constate des replis significatifs des soldes, notamment en poudres de lait et en lait et crème. Sur le mois de juin 2018, le solde des échanges en beurre s'est creusé de 2%.

Confirmation que l'issue au plafonnement du marché européen réside dans le grand large, c'est-à-dire là où la demande de produits laitiers est la plus dynamique, du fait de transitions nutritionnelles dans les économies d'Asie, ou d'Afrique.

Soldes commerciaux français des produits laitiers en juin 2018 et tendances sur les 12 derniers mois



Entre parenthèses : évolution par rapport à juin 2017

2391 - Chambres d'agriculture - Etudes économiques

Source : Eurostat

Les producteurs français doivent toutefois prendre la pleine mesure de la pression concurrentielle qu'exercent les néo-zélandais, les américains, et, au sein de l'UE, les allemands et autres irlandais.

Contact : **Thierry POUCH (APCA)**

	VOLUMES		PRIX			CHEPTEL	
	Rappel des livraisons 2017/2018 (hl)	Part dans le total France (%)	Prix moyen de la campagne (moyenne avril 2018 à juillet 2018 non pondérée) (€/1000l)	Prix du lait en juillet 2018 (€/1000l)	Evo. du prix du lait juillet 2018 / juillet 2017 (%)	Nombre de femelles de races laitières > 2 ans au 1er août 2018 (milliers)	Evolution n / n-1 (%)
Auvergne-Rhône-Alpes	25 024 360	10,4	348,6	371,4	1,2	474	-1,9%
Bourgogne-Franche-Comté	16 453 500	6,8	424,5	440,7	4,6	260	-1,1%
Bretagne	54 444 850	22,6	311,6	328,4	0,2	772	0,2%
Centre-Val De Loire	4 335 980	1,8	327,2	335,7	0,1	60	-1,3%
Corse	0	0,0				0,1	-0,7%
Grand-Est	22 591 310	9,4	325,6	340,3	-0,2	323	-0,8%
Hauts-de-France	22 811 420	9,5	313,2	325,3	-1,6	305	0,4%
Ile-de-France	393 560	0,2	342,4	351,5	0,8	6	-2,2%
Normandie	37 315 570	15,5	317,2	331,7	0,1	594	0,4%
Nouvelle-Aquitaine	11 324 900	4,7	312,7	324,5	-0,5	182	-5,0%
Occitanie	7 487 760	3,1	320,0	329,1	-0,3	131	-5,0%
Pays-de-la-Loire	38 021 130	15,8	320,2	333,0	-0,2	534	-0,3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	198 610	0,1	313,9	334,8	0,7	7	-4,2%
D.O.M.	0	0,0					
F R A N C E	**240 402 950**	**100**	**331**	**345,5**	**0,4**	**3 648**	**-0,8%**

Sources : pour les volumes : DRAAF d'après l'enquête mensuelle laitière ; pour le cheptel : BDNI, alimentée par les EdE - traitement Institut de l'Elevage ; pour les prix : sondage mensuel FranceAgriMer [Prix toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG, 32g de MP)]. NB: Les livraisons correspondent aux quantités livrées par les producteurs de la région, quelle que soit la localisation géographique de l'établissement de collecte. ** y compris Limousin pour les prix.

Livraisons régionales

Les statistiques régionales et par bassin de l'Enquête Mensuelle Laitière sont désormais disponibles au format Excel sur le site de FranceAgriMer http://www.franceagrimer.fr, rubrique VisioNet, Séries chronologiques > productions animales > lait et produits laitiers > enquête mensuelle laitière > lait de vache

Ce travail est le résultat du chantier mutualisé "Lait" regroupant différents membres du réseau des Chambres d'Agriculture :

Bruno Boschiero (CA Meuse)
Maud Marguet (CA Bretagne)
Quentin Mathieu (APCA)
Thierry Pouch (APCA
Chantal Rovelli (APCA)